

**DIAGNOSTIC DES REALITES SOCIO-ECONOMIQUES
DU PERIMETRE «RANOFOTSY»**

(P. RANDRIANAIVO et F. RASOLO : Etude socio-économique du périmètre Ranofotsy (Firaïsam-pokontany d'Andilanatoby, Lac Alaotra), FOFIFA - Département des recherches agronomiques, Division économie rurale, 200 p.)

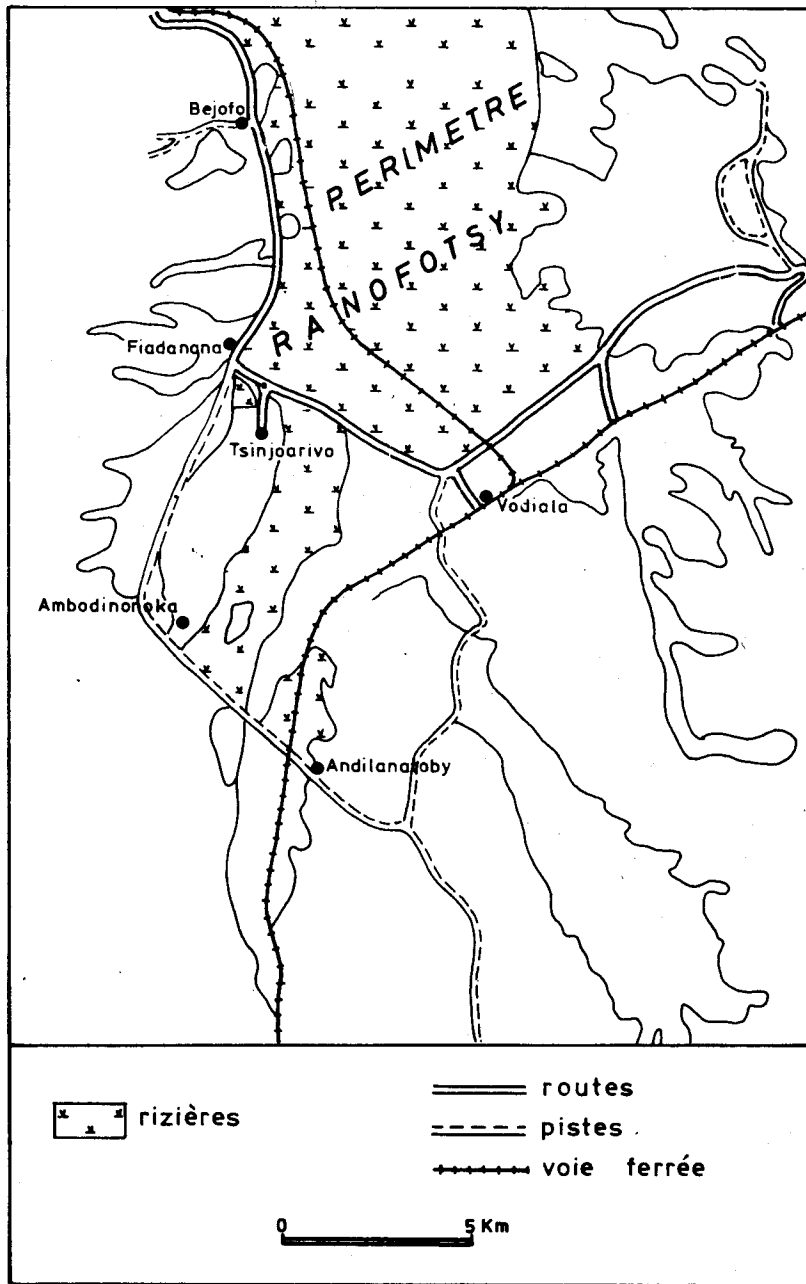
L'étude socio-économique de la Ranofotsy porte sur la vallée sud de la région du lac Alaotra, un espace occupant une superficie géographique de près de 7 200 ha dont 4 566 ha en riziculture. Ce périmètre est inclus dans le *firaï-sana* d'Andilanatoby sauf dans sa partie nord-ouest qui relève du *firaï-sana* de Manakambahiny-Ouest.

**EVALUATION DE LA SURFACE RIZICULTIVEE DANS
LE PERIMETRE RANOFOTSY EN 1987-1979**

	<i>Surface rizicultivée (ha)</i>	<i>Surface repiquée (ha)</i>	<i>Surface en semis directs (ha)</i>
1 — SORIFEMA (en régie)	1 250	508	742
2 — SORIFEMA (fermage (1))	549	168	381
3 — Périmètre hors SORIFEMA (paysannat)	2 767	1 033	1 734
PERIMETRE	4 566	1 709	2 057
	100 %	37 %	63 %

(1) Sauf Fiadanana et Bejofo dont la part en fermage SORIFEMA est comprise dans la troisième catégorie, et déduction faite des 56 ha de « métayage régie ».

La population du périmètre concerné provient essentiellement des cinq *fokontany* suivants : Bejofo, Fiadanana, Tsinjoarivo, Andilanatoby et Ambodionoka. Elle groupe 8 190 âmes (soit 65 % de la population du *firaï-sana* d'Andilanatoby), pour 1 461 ménages. La population agricole forme 88 % de l'effectif total (6 933 personnes pour 1 238 ménages). Notons toutefois que ce volume démographique gagnerait à être majoré puisque le nord-est du périmètre,



non inclus dans l'étude, présente 151 ménages exploitant dans le périmètre (locataires et ouvriers de la SORIFEMA) mais venant des *fokontany* de Vohidiala, d'Anjirobaka et d'Antsangasanga. En tenant compte de ce paramètre, on peut estimer à 815 âmes la population agricole du nord-est concernée par le périmètre, soit, au total, 7 488 âmes pour 1 389 ménages. Si telle est l'estimation de la population agricole, on peut évaluer aux environs de 10 000 habitants l'effectif de la population inscrite dans le périmètre.

EVALUATION GLOBALE DE
LA POPULATION DU PERIMETRE (fin 1979)

<i>Fokontany</i>	<i>Nombre total de ménages</i>	<i>Population totale</i>	<i>Nombre de ménages agricoles</i>	<i>Population agricole</i>
5 fokontany du périmètre (côté ouest)	1 461	8 190	1 238	6 933
Fokontany côté est intéressés par le périmètre	n.d.	n.d.	151	815
Total			1 389	7 448

n.d. : non déterminé.

La répartition par groupes d'âges montre une prépondérance des classes jeunes (51% de jeunes, 44 % d'adultes et 5 % de personnes âgées). Le niveau d'instruction, réparti en trois classes, est relativement équilibré pour une zone rurale : 34,8 % d'analphabètes ; 32,4 % de personnes sachant lire ; 32,7 % de personnes sachant lire et écrire.

Zone d'immigration ancienne mais connaissant encore une certaine immigration saisonnière, la vallée de la Ranofotsy est fondamentalement bi-ethnique : les Merina y représentent 41 % de la population et les Shihanaka 36 %.

On constate finalement une forte humanisation du terroir en regard à la densité enregistrée au sein du périmètre (139 ha/km² sur la base de 10 000 ha pour 72 km²). Il s'ensuit une pression démographique, la mise en valeur rizicole en étant la cause fondamentale. Cette pression démographique relève, dans le passé, de l'impact de l'immigration qui aujourd'hui se trouve bloquée. L'immigration saisonnière lors de la période des grands travaux montre une certaine pénurie de main d'oeuvre. Celle-ci résulte plus d'un certain manque de dynamisme de la part de la population autochtone que de la vastitude de la superficie agricole. La mise en valeur de la Ranofotsy est donc conditionnée en partie par cette main d'oeuvre extérieure. Cette situation de dépendance devrait être surmontée par une révision de la structure d'exploitation (par exemple, promouvoir un équipement agricole adéquat semi-tractorisé) et une sensibilisation socio-psychologique de la population.

Les grands types d'activité économique sont dominés par les *activités agricoles*, en l'occurrence la *riziculture*. Celle-ci occupe 4 566 ha dont 2 126 localisés dans la partie nord appartiennent à la SORIFEMA. La surface moyenne rizicultivée par le paysan est de 2,19 ha au sein du périmètre. Le rendement moyen est de 1,42 t/ha. Les cultures sèches sont secondaires. Elles colonisent de petites parcelles allant de 10 a à 1 ha sur les pentes des *tanety* et jouent un rôle d'appoint économique dans les revenus du paysan. Ce sont surtout des cultures de manioc, de maïs et d'arachide. La caféiculture d'introduction récente, et le riz pluvial tendent à se faire une place dans cette gamme de cultures sèches, surtout dans la zone dite hors-périmètre.

L'élevage est relativement important (bovins et oies principalement). 48 % des exploitations du périmètre possèdent en moyenne 8,57 bovins. La possession de boeufs de trait est relativement inférieure (44% des exploitations avec, en moyenne 3,8 boeufs de trait par exploitation en possédant). En moyenne, cela donne donc 2 boeufs de trait par exploitation. L'élevage bovin sert essentiellement pour les travaux agricoles. Très courant dans toute la zone du lac Alaotra, l'élevage des oies revêt un caractère exclusivement domestique et familial. La vente des oies dans le secteur même ou dans d'autres régions (Tananarive, Tamatave) correspond au début ou à la fin de la campagne agricole. Avec le produit de ces ventes, les paysans règlent les dépenses de repiquage et de récolte. Au total, sur tout le périmètre, il a été recensé 5 714 bovins (dont 2 322 boeufs de trait), 570 porcins, 250 ovins et près de 4 000 oies.

Malgré un nombre relativement élevé, les boeufs de traction sont encore insuffisants. L'habitude de prêter des boeufs de trait met en relief cette insuffisance. Un autre problème concernant l'élevage résulte de la précarité, voire de l'absence de soins et traitements envers les animaux et cela malgré un encadrement technique qui est censé assurer les actions prophylactiques et sanitaires du cheptel et la vulgarisation des conseils. On peut certes, à la limite, comprendre que les «conseils» puissent ne guère être suivis ; mais les actions sanitaires elles-mêmes demeurent peu probantes. Les problèmes qui se posent en cas d'épizootie sont ainsi très graves et peuvent aboutir à une forte réduction du cheptel (particulièrement porcin). Dans le cadre du futur projet, ce problème doit donc être sérieusement considéré. Mais le problème de l'alimentation de ce bétail ne doit pas, non plus, être négligé : actuellement cette alimentation repose sur un mouvement continu des troupeaux entre les pâturages qui sont dans le périmètre et ceux qui sont en dehors de celui-ci ; ces déplacements deviendront impossibles quand l'aménagement sera terminé.

L'encadrement agricole et la vulgarisation des nouvelles techniques sont assurés par un organisme d'Etat, l'ORA (Opération Riz Alaotra) devenu depuis le début de l'année 1981 le SDR (Service de Développement Rural). Nécessaire et utile, cet encadrement pêche souvent par sa difficile intégration au sein du paysannat soit à cause de distorsions imputables à la structuration de ce service qui a du mal à contacter la totalité des paysans, soit à cause du manque de «suivi» technique ou de la pénurie de produits indispensables (engrais, semences, matériel agricole, herbicides, etc.).

Le relatif développement actuel du riz rouge traduit bien cette insuffisance d'assistance technique. Malgré la présence dans la région d'un centre multiplicateur de semences, le renouvellement de celles-ci n'est pas régulier ce qui entraîne un mélange de variétés à l'impact néfaste sur la qualité du paddy récolté. A ce sujet, une coordination entre les différents services concernés (Recherche, Centre multiplicateur des semences, organisme d'entraînement...) est nécessaire

pour assurer une meilleure politique semencière, seule solution pour lutter contre la pratique du riz rouge.

*L'objectif actuel du SDR (ex-ORA) est double : développer la production agricole ; mettre rationnellement en valeur les *tanety* en relançant la culture arachidière. Pour ce faire, les thèmes préconisés par l'ORA qui relèvent de l'attribution de l'encadrement (les chefs cellule ORA au niveau des *fokontany*) concernent les points suivants : approvisionnement en semences ; encouragement au labour d'arrière-saison ; utilisation de désherbants chimiques. L'impact de cette vulgarisation et de cet encadrement au niveau du périmètre d'étude peut être globalement positif. Le tableau de la page suivante permet d'appréhender les résultats obtenus.*

*La commercialisation : Suivant une convention passée en 1974 entre la SINPA et la SOMALAC, c'est cette dernière qui prend en charge la collecte du paddy dans la région du lac Alaotra. La SINPA, quant à elle, assure la collecte du maïs et de l'arachide. Comme on peut le présupposer, la commercialisation de ces deux derniers produits n'a pas l'importance de celle du paddy. Seuls trois postes d'achat existent au niveau du *firaisana* d'Andilanatoby dont un (celui d'Ambodinonoka) inclus à l'intérieur du périmètre d'étude. Le circuit de la commercialisation du paddy est simple. La collecte suit une filière directe (paysans-poste d'achat au niveau du *fokontany*-rizerie et stockage) et la manutention est relativement aisée. Quant à l'organisation de cette commercialisation, elle est souvent complexe, voire ambiguë. La complexité provient d'une part, de la collaboration assez mal définie entre les représentants des collectivités décentralisées et la SOMALAC en ce qui concerne les attributions de chacune des parties respectives ; d'autre part, elle peut provenir de l'existence d'un double contrôle dans le processus de la collecte, au niveau du poste d'achat (simple collecte) et au niveau du secteur d'achat (contrôle et vérification du stock) (notons que le lac Alaotra est divisé en neuf secteurs d'achat). L'ambiguïté se profile à travers l'interpénétration du contrôle mixte (SOMALAC-SINPA) au niveau de l'usinage, du stockage et du ravitaillement. Il y a un enchevêtrement de pouvoirs difficilement expliquable et difficilement expliqué.*

*Un type de crédit officiel dénommé FMR (Financement du Monde Rural) a été instauré au lac Alaotra pour subvenir aux dépenses d'exploitation agricole. Octroyé par la BTM, ce crédit est d'un montant de 25 000 FMG par hectare. Il s'agit d'un financement d'une partie des travaux agricoles (repiquage et coupe), le restant de ceux-ci continuant à relever de la main d'oeuvre familiale. Le maximum d'octroi autorisé par exploitation est de 200 000 FMG pour 5 ha de rizières. Le FMR concerne surtout la riziculture mais il peut éventuellement être débloqué pour l'achat d'équipement agricole et pour les cultures sèches. Le protocole d'octroi du FMR est conditionné simultanément par l'accord des représentants des collectivités décentralisées, les services techniques d'encadrement paysannal et la BTM. Cette dernière possède un droit de veto en cas de litige pour certains exploitants risquant d'être insolvables. N'étant pas strictement nominal, le FMR est garanti par chaque *fokontany* concerné. Ce dernier se charge de la livraison et du recouvrement du crédit auprès des attributaires. L'intérêt prélevé par la BTM est de 1 % par mois pour une campagne agricole qui court généralement du début octobre jusqu'à la fin août. Le non-recouvrement du crédit est sanctionné par la fermeture du *fokontany* à toute forme d'octroi bancaire. Problématique, ce recouvrement du*

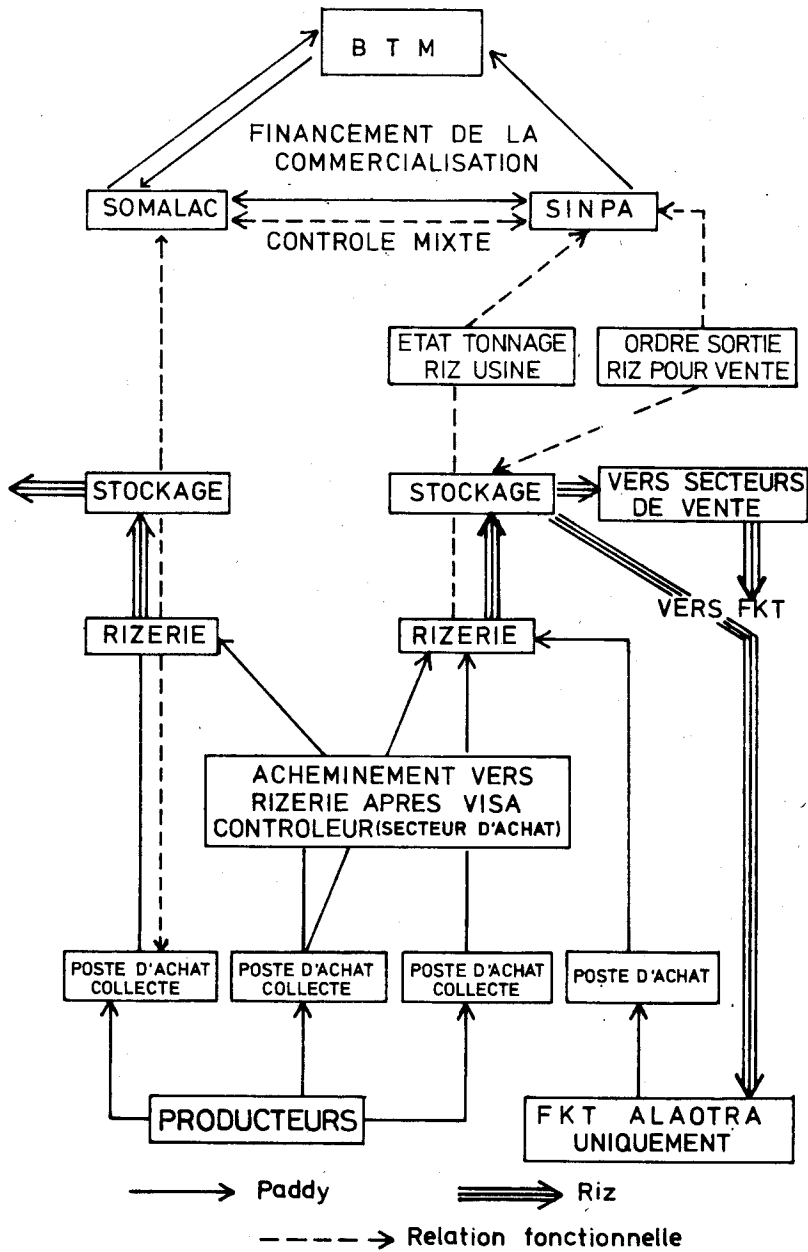
TABLEAU SYNOPTIQUE DES RESULTATS DE L'ENCADREMENT PAYSANNAI

F O K O N T A N Y	SURF.TOTALE RIZICULTIVEE (Hectare)	D O N T		T A U X S A R C L A G E		L A B O U R D'ARRIERE S A I S O N
		EN R E P I Q U A G E	EN S E M I S D I R E C T	R E P I Q U A G E	S E M I S D I R E C T	
BEJOFO	802,5 100 %	127 16 %	675,5 84 %	80,5 10 %	24 3 %	540 67 %
FIADANANA	529 100 %	380,2 72 %	148,8 28 %	106 10 %	- -	468 88 %
TSINJOARIVO	670 100 %	262 39 %	408 61 %	124 21 %	206 30,5 %	545 81 %
ANDILANATOBY (TOTALITE)	241 100 %	98 41 %	143 59 %	7,25 3 %	1 0,4 %	110 45 %
AMBODINONOKA (TOTALITE)	385,5 100 %	166 43 %	219,5 57 %	70 18 %	32,5 8,5 %	253 68 %
PERIMETRE (SANS SORIFEMA)	2 628* 100 %	1 033,2 39 %	1 594,8 61 %	405,75 15,5 %	263,5 10 %	1 916 73 %

SOURCE : O R A

* Périmètre paysannat (hors SORIFEMA) = 2 767 ha (Source FO.FI.FA.)
 légère distorsion due à deux sources d'estimation différentes

SCHEMA DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMERCIALISATION DU PADDY



FMR débouche souvent sur une distorsion juridique entre les attributaires, les *fokontany* et la BTM.

Une orientation nouvelle du crédit agricole est en cours actuellement. Le FMR sera progressivement remplacé par l'ODRI (Opération de Développement Rural Intégré) qui essaiera d'établir un ordre nouveau. Pour ce faire, l'octroi du crédit deviendra individuel ; une évolution progressive et positive de la production sera de rigueur et une brève étude socio-économique du *fokontany* et des exploitations sera préalablement effectuée par la BTM pour justifier l'octroi de ce crédit.

L'approche micro-économique concernant l'économie des exploitations paysannes dégage, d'une part, la structure de la production et, d'autre part, les pratiques culturelles, la production et son utilisation.

La taille moyenne des exploitations paysannes (rizières + *tanety*) est de 3,20 ha. Cette moyenne n'est pas significative : les exploitations des *fokontany* de Bejofo, Fiadanana et Tsinjoarivo ont une taille supérieure tandis que celles d'Ambodionoka et surtout d'Andilanatoby ont une taille inférieure (respectivement 2,74 et 1,70 ha). Seules 5 % des exploitations ne s'adonnent pas du tout à la riziculture. 73 % des exploitations possèdent une rizière dont la surface est comprise entre 1 et 7,5 ha. Les exploitations à grande surface rizicole constituent 7 % des exploitations totales. La taille moyenne des exploitations en riziculture est de 2,19 ha. En ce qui concerne les cultures sur *tanety*, 35 % des exploitations ne pratiquent pas de cultures sèches mais cette proportion est variable selon les *fokontany* (40 % à Bejofo mais 16 % à Tsinjoarivo).

Le mode de faire valoir direct constitue, en général, la règle pour la mise en valeur des *tanety*. La mise en valeur des rizières relève de nombreux types de faisanse-valoir comme le métayage, la location, le faire-valoir mixte (faire-valoir direct + location ou bien faire-valoir direct + métayage). Le faire-valoir direct concerne 64 % des exploitations et 66 % de la surface rizicole ; le faire-valoir indirect représente 12 % des exploitations et 16 % des surfaces ; enfin, le faire-valoir mixte résultant d'une combinaison de types concerne 24 % des exploitations et 18 % de la surface.

Typologie des exploitations : les exploitations peuvent être classées en fonction de leur matériel agricole :

— dominante de culture attelée : ces exploitations constituent 34 % des exploitations totales ; elles se caractérisent par la possession de matériel à traction animale (charrue, herse, etc) ; elles sont particulièrement représentées à Fiadanana et à Tsinjoarivo.

— transition vers la culture attelée : ce type groupe 54 % des exploitations totales. Ce sont des exploitations qui n'ont que du petit outillage manuel (*angady* essentiellement) mais qui, néanmoins, ont recours à des matériels à traction animale pour tout ou partie des opérations culturales (travaux à façon ou prêt de matériel). Ce type est bien représenté à Andilanatoby et Ambodionoka.

— dominante de culture mécanisée : ce type est caractérisé par la possession et/ou l'utilisation de tracteur pour les principales opérations (labour et hersage notamment). Il représente 12 % du total des exploitations et prédomine à Bejofo.

De cette typologie sommaire, deux points méritent de retenir l'attention : la relative faiblesse numérique des tracteurs ; la prédominance dans certains secteurs des «Brabants doubles».

Le taux d'équipement en matériel agricole (tracteurs, charrues simples ou doubles, herses, charrettes) est assez élevé par rapport à la moyenne générale des zones rurales malgaches mais il reste moyen en regard de l'ensemble de la zone du lac Alaotra. On compte un tracteur pour un peu plus de 25 exploitations. Ce rapport est, toutefois, plus important pour Bejofo où l'on trouve un tracteur pour 7 exploitations. La charrue double (Brabant) et la herse sont le matériel le plus vulgarisé : en moyenne une charrue double et une herse pour trois exploitations. Le nombre total de tracteur recensé dans tout le périmètre est de 26 ; celui de charrues doubles, de 396 ; celui de charrues simples, de 99 ; celui de herses de 495 et celui de charrettes, de 334.

L'examen du calendrier agricole permet de faire les constatations suivantes :
— deux pointes de travail s'enregistrent, la première d'octobre à février (travaux de préparation du sol, pépinière, repiquage ou semis), la seconde en mai-juin (récolte).

— l'observation de quelques exploitations a permis d'extrapoler les temps des travaux suivants : 55,6 journées en semis direct (dont 32 % pour la préparation du sol et 34 % pour la moisson) ; 84,5 journées en repiquage dont une grande partie dépensée pour la préparation du sol et le repiquage.

Nous avons signalé précédemment que la main d'oeuvre locale est insuffisante lors des pointes agricoles et qu'en l'absence de recours à des matériels adéquats, l'utilisation de main d'oeuvre importée reste encore une condition sine qua non de la promotion agricole du périmètre.

Le rendement rizicole moyen dans le périmètre d'étude est très variable, allant de 0,2 t/ha à plus de 4 t/ha pour certaines parcelles. Pour la campagne 1978-1979, 41 % des exploitations n'ont obtenu qu'un rendement inférieur à 1 t/ha et 25 % des exploitations ont obtenu plus de 2 t/ha. La pratique du repiquage relève le rendement moyen : à Ambodinonoka, le rendement moyen sur parcelles en semis direct est de 1,06 t/ha tandis qu'en repiquage il est de 1,52 t/ha.

Trois principaux postes se répartissent la production : l'autoconsommation en prélève de 35 à 50 % ; l'auto-alimentation en semences concourt pour 10 % ; les ventes portent sur 40 à 55 % de la production. A ces trois postes s'ajoutent parfois la « redevance métayage » qui varie selon le taux fixé pour la partage (un-et/deux tiers ou moitié-moitié).

Le revenu moyen se situe autour de 100 000 FMG/an. Trois *fokontany* (Tsinjoarivo, Bejofo et Fiadanana) ont dépassé cette moyenne. La vente de paddy constitue la principale ressource monétaire, apportant entre 64 % et 90 % de revenu monétaire total. Malgré des recettes monétaires relativement élevées, l'introduction des charges réelles de production réduit le niveau du revenu net de l'exploitation. Les salaires constituent la plus grosse charge réelle (plus de la moitié et, parfois, les deux-tiers des charges). Ces salaires se répartissent pour moitié entre la main d'oeuvre saisonnière et la main d'oeuvre locale. Déduction faite des charges réelles de production, l'évolution du revenu net moyen change : il oscille entre 55 300 FMG/an à Andilanatoby et 103 900 FMG/an à Tsinjoarivo.

Contraintes et recommandations forment une conclusion à l'étude du périmètre de Ranofotsy. Les points suivants sont à retenir :

— la baisse notable de la production agricole depuis quelques années à la suite de conditions défavorables dues à des facteurs hydro-climatiques (pluviométrie

CALENDRIER AGRICOLE

CULTURE	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
MANIOC		L P		R (12m)								
ARACHIDE	L-S S				R							
MAIS	E		R							L-S		
RIZ	Rep						LFC			L		RP
	Semis Direct	S	E		R							S

LEGENDE

- L : Labour
- E : Entretien
- S : Semis
- LFC : Labour de fin de cycle
- P : Plantation
- RP : Repiquage
- R : Recolte

déficientes, réseau hydrographique « capricieux » et à des facteurs humains (baisse du dynamisme paysannal, insuffisance de main d'oeuvre en période de grands travaux : repiquage et coupe). Elle est un révélateur de la stagnation, voire de la régression, de l'état actuel.

— L'insuffisance du matériel agricole en regard de l'extension de la superficie rizicultivée et cela, malgré l'apport en matériel agricole vulgarisé comme la charrue, freine l'effort de développement.

— Si une des options du projet fait état du développement de la culture attelée, une vulgarisation de ce mode de culture et une dynamisation de la population afin qu'elle cherche à pouvoir se nourrir elle-même, devraient contribuer à la promotion agricole. Corrolairement, l'encadrement paysannal devrait s'intégrer à l'environnement socio-économique. Les innovations culturelles prônées par l'encadrement doivent tenir compte des pratiques et des habitudes des paysans. Une collaboration étroite et sincère entre les deux parties est plus que souhaitable.

— Le recours à la pratique usuraire par le truchement de la faisance-valoir indirecte ou par l'intermédiaire des spéculations frauduleuses (prêts usuraires, vente sur pied...) ne favorise guère la promotion économique du petit paysannat. Notons toutefois que ce phénomène sévit moins dans notre périmètre d'étude que dans d'autres secteurs de la région de l'Alaotra.

— La révision du crédit agricole, du FMR vers l'ODRI, est plus que souhaitable pour assainir la situation et permettre une augmentation de la production par le biais d'une émulation paysannale et d'une stimulation bancaire.

— L'appréhension de l'avenir et les « préjugés » relevant des vicissitudes des anciens aménagements SOMALAC, peuvent éventuellement bloquer l'adhésion totale des paysans concernés. Tout cela forme une contrainte socio-psychologique qui requiert du doigté, de la patience et surtout des concessions de la part de l'organisme d'aménagement pour éviter tout blocage. L'adoption d'un modus vivendi est primordial pour sauvegarder le droit et la justice auxquels les paysans sont très sensibles. Une résignation paysannale résultant d'une partialité par trop flagrante engendrerait immanquablement une inertie néfaste.

— Enfin, la participation de la population à la recherche d'une solution au problème de l'eau risque d'être épineuse si les conditions préalables sus-mentionnées ne sont pas remplies. Il serait justicieux que s'instaure d'ores et déjà une consultation permanente du paysannat, voire une collaboration étroite avec celui-ci, pour prétendre à un changement positif et efficace. Car tout aménagement, en définitive, ne se réalise pleinement que par les paysans et pour les paysans. L'organisme d'encadrement ou d'aménagement doit savoir s'effacer pour que les paysans prennent pleinement conscience de leurs attributions et que leur avenir dépend surtout de leur dynamisme propre.

D. RANDRIANAIVO.